



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Prix de l'électricité

Question au Gouvernement n° 1007

Texte de la question

PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ

Mme la présidente . La parole est à M. Kévin Mauvieux.

M. Kévin Mauvieux . Après l'Espagne et le Portugal, sortis du mécanisme européen de fixation des prix de l'électricité, c'est maintenant l'Allemagne qui s'apprête à mettre plusieurs milliards d'euros sur la table pour baisser les prix de l'électricité et gagner ainsi en compétitivité.

Pendant ce temps, en France, nous restons soumis aux pires règles de l'Union européenne. Celles-ci sont toxiques pour la survie de nos entreprises et de nos industries ainsi que pour le pouvoir d'achat des Français. La France produit l'électricité la plus propre et la moins chère grâce à son parc nucléaire. Pourtant, nous l'achetons au prix européen, calculé en fonction des pires productions, qu'elles soient intermittentes, au gaz ou au charbon.

Les derniers chiffres sont indiscutables : la France poursuit sa désindustrialisation. Alors que notre prix de marché de gros était notre seul avantage compétitif, nous allons le perdre. Les entreprises allemandes qui bénéficieront du cadre d'aides d'État pour une industrie propre, le Cisaf, verront leur coût de l'électricité se rapprocher fortement du nôtre. Le faible avantage prix qui nous restera sera insuffisant au regard du poids des normes et des impôts, que seul le Rassemblement national souhaite combattre.

Vous nous répétez matin, midi et soir qu'on ne peut rien faire sans Frexit et qu'on est bloqués par l'Union européenne – je n'ai pourtant pas entendu parler de « Deutschxit », ces derniers jours. Bref, les autres pays agissent, et vous commentez !

Seuls Marine Le Pen et Jordan Bardella ont le courage de proposer de sortir du mécanisme européen de fixation des prix de l'électricité ; seuls Marine Le Pen et Jordan Bardella ont le courage de demander que la TVA sur les énergies, y compris sur l'électricité, soit abaissée à 5,5 % – des solutions qui marchent immédiatement, pour nos entreprises et les Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

M. Pierre Pribetich . C'est merveilleux !

M. Kévin Mauvieux . Monsieur le ministre de l'économie, quand aurez-vous le courage de reprendre les idées qui marchent, celles du Rassemblement national, pour la France et les Français, au lieu de vous obstiner dans votre politique politique, fondée sur votre opposition au RN plutôt que sur les intérêts de la nation française ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et

numérique . Ce sujet est suffisamment sérieux pour que l'on évite les polémiques politiciennes – qui plus est, fondées sur des inexactitudes. L'Allemagne ne sort en rien du marché européen de l'énergie. La raison pour laquelle elle envisage un mécanisme, dont les détails sont loin d'être précisés, pour soutenir son industrie, est que notre énergie est très compétitive et que nos industries en profitent – cela fait des envieux outre-Rhin.

Si l'énergie française est décarbonée et bon marché, c'est parce qu'il y a plus de cinquante ans, nos ancêtres ont lancé un programme électro-nucléaire ambitieux dont nous bénéficions encore aujourd'hui. Il est donc temps d'enterrer la hache de guerre : le nucléaire, c'est puissant, c'est bon marché et cela permet de moduler la puissance électrique en fonction de la demande. Toutefois, cela prend du temps à construire.

Il existe aussi des offres plus flexibles, notamment du côté des énergies renouvelables, qui permettent de soutenir notre offre de production, en particulier dans les territoires qui en ont besoin. Qui s'occupe des outre-mer aujourd'hui ? On ne peut pas installer des réacteurs nucléaires dans tous nos départements d'outre-mer.

Reconnaissons-le : la demande d'électricité n'est pas encore au rendez-vous et il faut mettre le paquet sur l'électrification des usages. Du côté de l'offre, il faut être pragmatique et entendre ce que nous disent les territoires : certains estiment qu'ils ont assez des énergies renouvelables, tandis que d'autres souhaitent continuer à en développer, car leur construction est plus flexible.

Le premier ministre m'a demandé d'engager un travail sur la programmation pluriannuelle de l'énergie. J'ai commencé à consulter un certain nombre de groupes. Celui du RN le sera aussi, monsieur le député. L'objectif est de développer une offre efficace qui permette de continuer l'industrialisation. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Kévin Mauvieux.

M. Kévin Mauvieux . Je n'ai jamais dit que l'Allemagne sortait de l'Union européenne ou du marché européen de l'électricité, j'ai affirmé que nous n'avions pas besoin de sortir de l'UE et que le nucléaire était un avantage compétitif. Vous n'avez fait que reprendre mes propos. C'est ce qui se passe en réalité : vous vous contentez de commenter, vous ne faites rien, mais le train passe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Données clés

Auteur : [M. Kévin Mauvieux](#)

Circonscription : Eure (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1007

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 20 novembre 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 novembre 2025